

D 1018 PÉROU: LES PATROUILLES DE MONTONEROS

Les effets pervers de la guérilla de Sendero Luminoso continuent de se développer (cf. DIAL D 805, 833, 839, 936 et 975). Aux exactions de la guérilla ont d'abord répondu, à une échelle largement supérieure, celles de l'armée. Depuis 1984, la mise en place de "patrouilles paysannes d'auto-défense" pour la lutte anti-guérilla contribue à dégrader de façon définitive le climat social dans la province d'Ayacucho. Les paysans-indiens de la montagne n'ont plus qu'un seul choix: collaborer avec l'armée, ou passer à la guérilla. Avec une variante cependant: changer de camp en fonction des circonstances. C'est le même processus de dégradation du milieu indien qu'on note au Guatemala avec les "patrouilles civiles" (cf. DIAL D 934), dernière étape avant la "déculturation" (cf. DIAL D 978). A titre d'illustration de la situation dans les zones rurales d'Ayacucho, nous donnons le récit de la journaliste Sonia Goldenberg partie pour enquêter sur le massacre par Sendero Luminoso d'une quarantaine de paysans à Pampacancha. Le reportage a été publié par la revue "Debate" n° 28, de septembre 1984.

Note DIAL

LES MONTONEROS (*) DE HUANTA
UNE JOURNÉE DANS LES HAUTES TERRES MILITARISÉES

par Sonia Goldenberg

(intertitres de DIAL)

Nous qui croyons que l'objectif de l'action politique est l'être humain, nous ne pouvons accepter des méthodes qui stérilisent cette action, quelles que soient les fins au nom desquelles on agit.

La gravité de l'heure et la violence en cours dans le pays exigent, je pense, autre chose que le silence. Personnellement, de même que je condamne fermement, clairement et en permanence la violence irrationnelle que met en oeuvre Sendero Luminoso, de même j'estime nécessaire d'apporter un témoignage sur l'autre violence.

C'est une chose de lire depuis Lima ce qui se passe dans la zone sous état d'urgence; c'est autre chose de passer une journée avec les protagonistes de la triste histoire actuelle d'Ayacucho. Le témoignage qui suit est l'expression de ce vécu.

(*) Terme générique pour désigner des insurgés ou résistants (guérilleros) à un gouvernement donné. Ici, il s'agit des paysans indiens militarisés contre les guérilleros de Sendero Luminoso (NdT).

(Le camp dans la montagne)

Nous avons commencé à monter. Au loin flottait un drapeau blanc. Une demi-heure plus tard, au sommet de la côte, un spectacle inattendu: un grand camp dans la montagne avec plus de six cents paysans-indiens (*) de différents villages, qui avaient abandonné leurs maisons et leurs terres en altitude pour venir vivre sous quelques tôles, pour les plus chanceux, et littéralement sous les intempéries, pour les autres. Tous sur pied de guerre contre Sendero Luminoso avec des bâtons, des machettes, des pierres et des fusils en bois (pour faire peur de loin).

Nous venions d'arriver à Ccaccas. Les paysans-indiens nous firent traverser leur village improvisé, édifié avec des tôles. Les responsables de l'endroit se sont présentés et nous ont montré l'acte de fondation du camp. Ils ont expliqué qu'ils avaient besoin de l'aide du gouvernement, que les fusiliers marins leur avaient donné 27 tôles alors qu'il en faudrait 1000. A l'évidence, il régnait un lourd climat de tension.

Pourquoi étaient-ils descendus de leurs terres, paysans-indiens de Puntina, Putturccasa, Chucllupata et Putka, pour se regrouper ici, à Ccaccas, si loin de chez eux et dans une telle misère?

- On s'est réunis, sinon ils nous tuent.

- Qui? ai-je demandé.

- Ceux de Sendero, répondit un paysan.

- Les fusiliers marins aussi ont tué trois personnes de notre communauté, ajouta un autre.

- Les fusiliers marins ont aussi tué des innocents. C'est pour ça qu'on s'est réunis, pour qu'ils nous tuent pas, déclara un troisième.

Les paysans-indiens étaient très inquiets de la récente attaque de Sendero à Pampacancha, à moins de deux heures de marche au-dessus de Ccaccas, et à une demi-heure seulement en descendant.

La veille à Ayacucho, nous avons décidé d'aller à Pampacancha où, une nuit de fin août, quarante paysans avaient été assassinés par Sendero. A Huanta on nous avait dit que la communauté, située à une vingtaine de kilomètres dans la montagne, en direction du nord-est, avait été incendiée et était complètement abandonnée. Nous avons parlé avec des gens qui avaient été blessés au cours de l'attaque et qui se trouvaient à l'hôpital de Huanta. Mais curieusement aucun n'était de Pampacancha, et tous d'autres communautés.

Bien que l'affaire de Pampacancha soit apparemment une attaque de Sendero, les fusiliers avaient, la veille, refusé à quelques journalistes le passage vers le village. Nous avons parlé avec Barrabás, un officier supérieur, dans le stade Huanta transformé en quartier général des fusiliers marins. Il nous avait conseillé de ne pas y aller, en expliquant que Pampacancha était au moins à dix heures de marche, avec une montée difficile et dangereuse. (Nous savions que ce n'était qu'à quatre ou cinq heures.)

Avant midi, nous avons pris le chemin de la montagne avec Michael Reid, un journaliste du "Guardian" de Londres; avec Abilio Arroyo, correspondant de "Caretas" et du journal "Hoy", qui était notre interprète; et avec huit paysans des hautes terres qui nous montraient le chemin. Nous avons finalement obtenu l'autorisation du commandant à Huamanga.

(*) Littéralement "comuneros" (NdT).

(La militarisation ou la guérilla)

Le soleil tapait dur à Ccaccas. Il nous avait fallu deux heures pour arriver. Les paysans-indiens avaient la liste des quarante morts et des seize blessés de Pampacancha, la communauté voisine. Nous avons fait remarquer qu'il n'y avait eu que trois tués et un blessé de Pampacancha; la majorité des tués et blessés étaient de Sacsahuilca, de Huanccahanca, de Mutuyyata et de Yanasrajay, toutes communautés qui, pour des raisons que nous ignorions, étaient obligées de vivre à Pampacancha.

"Avant qu'on se soulève contre Sendero, racontent les habitants du nouveau camp, ceux de Pampacancha nous accusaient d'être des terroristes." Ils disent qu'avant, ceux de Pampacancha étaient avec Sendero; c'est pour ça que les fusiliers marins avaient arrêté leurs dirigeants et les avaient emprisonnés au stade. Quand ils ont été remis en liberté, fin février, en plein Carnaval, ils ont été les premiers à "se navaliser" (1) c'est-à-dire à collaborer avec les fusiliers marins de la Navale. Depuis mars dernier, ceux-ci ont implanté un détachement dans les hautes terres de Pampacancha: ils faisaient de nombreuses sorties avec les paysans-indiens du coin, à la poursuite de Sendero. Ces incursions ont laissé des blessures incurables dans plusieurs communautés de la région, y compris chez les gens aujourd'hui "navalisés", ainsi que nous avons pu nous en rendre compte par l'animosité contre eux de la majorité de leurs voisins des hautes terres.

La logique de la contre-insurrection mise en oeuvre dans les montagnes est simple. Elle ressort parfaitement des réflexions d'un paysan-indien de Ccaccas: "Dans une communauté on 'navalise' les innocents. Le reste part à la guérilla". Tous les témoignages concordent pour montrer que la "navalisation" est impérative car, si les paysans-indiens ne se plient pas aux patrouilles, ils sont automatiquement considérés comme sendéristes.

Avant d'arriver au camp de Ccaccas, nous avons rencontré sur le chemin pierreux la première sentinelle des patrouilles paysannes: Albino Huamán Retamoso, un jeune de 22 ans de la communauté de Ccanis, installé à son poste d'observation. Il nous a dit: "Les sendéristes sont venus en mars. Nous avons dû les héberger. Aujourd'hui on est 'navalisés'." Le jeune patrouilleur nous a aussi raconté que, le 15 août dernier, tous les lieutenants-gouverneurs (*) de la zone s'étaient réunis et avaient décidé de "soulever les communautés".

La surveillance se fait par tour de garde de deux heures, avec cinq personnes pour chacun des postes qui se communiquent entre eux à la lanterne et au sifflet. Trois coups stridents de sifflet: c'est le signal d'alarme. Après 8 H du soir, les sentinelles ont l'ordre d'arrêter quiconque, mort ou vif.

Albino Huamán a raconté que les fusiliers marins avaient obligé trente jeunes de Ccanis à les suivre dans la chasse à Sendero ("On est tous obli-

(1) Il se pourrait bien que l'expression "se navaliser", si fréquente aujourd'hui dans les hauteurs de Huanta, rappelle le général José Antonio Navala Huachaca qui, entre 1814 et 1839, a dirigé les insurrections contre la République. C'était un paysan analphabète de San José de Iquicha, passé de commandant de guérillas à général des armées royalistes pour sa bravoure et ses capacités au combat. Le héros d'Iquicha s'appelait auparavant Antonio Huachaca. Il semble, d'après un historien de la région, que les officiers espagnols ont ajouté à son nom José et "Naval", un dérivé de la marine de guerre du Pérou que ses pairs n'ont pas réussi à bien prononcer et ont transformé en Navala.

(*) Autorités autochtones, parallèles aux autorités administratives de l'Etat (NdT).

gés d'y aller"), et que les patrouilles de Ccanis avaient arrêté quinze sendéristes, emmenés au stade de Huanta. Pour leur part les montoneros de Ccaccas ont déclaré qu'ils avaient déjà arrêtés trente-deux paysans et qu'ils les avaient aussi livrés aux fusiliers marins de Huanta. Comme à Ccanis, ils sont habilités à arrêter quiconque, mort ou vif. "Ici, il n'y a plus de sécurité, nous pouvons les tuer, tout simplement", a dit un patrouilleur. L'autorisation de tuer nous a été confirmée par un officier de marine de Huanta.

(La guerre civile et la famine)

De Ccaccas nous avons vue plongeante sur la ville de Huanta et la vallée verdoyante. Je me suis souvenu d'une dénonciation que j'avais lue, signée par cent cinquante paysans-indiens de Concepción, Cangallo, pour se plaindre que quelque cinq cents hommes de diverses communautés du district d'Ocros, armés de haches, de barres de fer, de bâtons et d'aiguillons, avaient envahi leur communauté avec l'aide de militaires; sous prétexte de recherche des terroristes, ils avaient emporté tout ce qui leur tombait sous la main: argent, montres, radios, magnétophones et nourriture. Le même jour, 9 juillet, ils avaient arrêté plusieurs parents des paysans-indiens pour les emmener à Ocros où il y avait un détachement militaire. A cette heure, quinze d'entre eux ne sont toujours pas réapparus.

Le journaliste Abilio Arroyo a rappelé que le 2 août, jour fatidique de la disparition de Jaime Ayala (*), il s'était rendu à 10 H 30 du matin à la caserne des fusiliers marins pour demander l'autorisation d'aller à Callqui, où avaient été assassinés six protestants (*) sans savoir que son ami inséparable (qui était déjà au courant de l'affaire) était emprisonné à cet endroit. Ce même jour, au stade Huanta, Abilio avait vu comment étaient reçues avec joie des patrouilles qui amenaient une douzaine de prisonniers. L'officier Barrabás l'avait menacé de détruire son appareil s'il prenait des photos.

Sur le même sujet, Mme Xenaida Fernández a également raconté qu'elle avait vu une scène semblable dans le stade, au cours d'une de ses nombreuses démarches sur le sort de son père. Xenaida a aussi déclaré, indignée, que le premier dimanche de septembre, à l'occasion d'une kermesse organisée par les fusiliers marins, des femmes de montoneros vendaient toutes sortes de choses à des prix dérisoires: réfrigérateurs pour 500.000 soles, télévisions, radios, machines à coudre, moutons... c'est-à-dire le butin de guerre.

A un moment donné, un paysan de Ccaccas s'est mis à parler comme en gémissant: "On est triste. On ne peut plus travailler parce qu'on se bat. C'est l'époque des semailles et on ne peut pas semer". Les lamentations se répètent à Huamanguilla, à Acos Vinchos, à Cangallo... signe annonciateur que la famine va devenir plus terrible à Ayacucho. Et Sendero Luminoso sera le seul à en profiter.

Les paysans-indiens de Ccaccas étaient devenus plus confiants. Ils se plaignaient que les fusiliers marins les obligeaient à marcher en tête pour les opérations: "Ils ont peur. Ils nous obligent à passer devant". Un marin de Huanta nous le confirma, mais en donnant d'autres raisons: "Ils connaissent mieux le chemin et ils vont plus vite. On doit leur dire de nous attendre". Les marins viennent de la côte, ils portent des gilets pare-balles et un équipement lourd... "Ils nous servent de sonnette", expliquait un marin en faisant le geste de la main. Et aussi de chair à canon?

(*) Cf. DIAL D 975 (NdT).

(La politique de la terre brûlée)

A Ccaccas, à 50 mètres de l'endroit où nous étions, nous avons aperçu une trentaine de paysans installés là sans rien, en butte aux intempéries. Ils étaient descendus de Culluchaca et de Puntina. Ils étaient complètement démunis: pas de nourriture, pas de bêtes, pas de toit, pas même une natte. Une femme de Culluchaca, Fernanda Escola Cruz, racontait avec véhémence son infortune. Elle disait que les fusiliers marins et les paysans-indiens de Pampacancha avaient mis deux fois le feu aux maisons, qu'en avril ils avaient tué douze personnes, et deux autres en début août. "Tais-toi, ne parle pas de ça!" lui criaient avec insistance en quéchua les autorités du camp. Mais elle ne se taisait pas: "Mon fils Alexandre a disparu, c'est ceux de Pampacancha qui l'ont pris". Elle a ajouté que Mauro Cunto et Vicente Chocce, des dirigeants de Pampacancha, avaient mis le feu aux villages par jalousie, qu'ils leur avaient volé leurs ânes et dix-neuf moutons. Elle déclara, en guise de conclusion: "Les 'navalisés' et les terroristes, c'est du pareil au même!"

Les réfugiés de Cullucacha et de Puntina expliquaient qu'ils avaient faim.

- De quoi allez-vous vivre? ai-je demandé.

- On va aller prendre la nourriture à ceux qui sont avec Sendero dans les hautes terres de Yanasrajay, a répondu Fernanda sur le même ton que quand elle protestait contre les exactions dont elle avait été victime.

A la fin de la conversation, les responsables du camp étaient très tendus. Ils nous ont demandé de rayer leurs noms, sinon les marins allaient les tuer. Quelques instants plus tard, ils ont interrogé nos guides avec hargne en leur demandant leurs papiers d'identité et en les menaçant de les arrêter pour nous avoir conduits jusque'ici.

Nous avons alors décidé de presser le pas et de continuer en direction de Pampacancha. En fin d'après-midi nous arrivions à Patasucro où se trouve le détachement le plus élevé des fusiliers marins dans la province de Huanta. Un vent glacé nous accueillait. Des marins nous ont empêché de passer avant d'avoir vérifié, par message radio à Huanta et Huamanga, si nous avions bien l'autorisation.

Patasucro est à 3000 mètres d'altitude, dans un site splendide, encore que très champêtre. Il y fait un froid de hautes terres. On compte quelque quatre cents paysans, dont plus de la moitié sont des réfugiés en provenance des hauteurs, auxquels il faut maintenant ajouter ceux de Pampacancha. Les conditions de vie sont inhumaines.

Les fusiliers marins sont une trentaine. Auparavant le détachement se trouvait à Pampacancha, à une heure de marche, mais il en est descendu en juillet dernier. Depuis cette date, toutes les communautés des hautes terres les plus éloignées ont été contraintes, sur ordre exprès des fusiliers marins, de laisser leurs maisons et leurs terres pour dépeupler la montagne.

C'est ainsi qu'à la mi-juillet ont commencé à se rassembler à Pampacancha une dizaine de communautés auparavant très éloignées les unes des autres, comme Puntina, Huanccachanca, Mutuykata... A l'heure actuelle Pampacancha est désertée, bien que, d'après une dizaine de témoignages, il n'y ait eu

d'incendiés que le local communal et deux ou trois maisons. De la sorte, les victimes de l'attaque ont dû fuir deux fois: une fois à Pampacancha et une fois à Patasucro.

(Des conflits compliqués)

Un fait n'est pas très clair concernant Pampacancha: les victimes de l'attaque sont pour la plupart originaires des autres communautés. Tous les témoins sont d'accord pour dire que les gens de Pampacancha les avaient obligés à rester ensemble. Ils racontent que, quand l'attaque a eu lieu, tous les réfugiés des environs se trouvaient dans le local communal pour veiller une dame qui venait de mourir le soir même. C'est alors que les réfugiés ont entendu un coup de feu. Ils ont voulu s'enfuir; mais les gens de Pampacancha qui étaient de garde, leur ont crié: "Ne sortez pas! Ce sont les chefs de Pampacancha, ce sont les fusiliers marins qui arrivent!" De nombreuses personnes disent que les gens de Pampacancha ont volontairement menti "par jalousie"; mais, d'après un fusilier marin de Patasucro, ils se seraient trompés parce qu'ils étaient souls. Selon la version recueillie par "Caretas" et qui mériterait vérification, les attaquants de Pampacancha étaient accompagnés de deux cents paysans de Patasucro, localité où se trouvent précisément les fusiliers marins.

Les fusiliers marins disposent de fusils automatiques de 400 mètres de portée, et de mitrailleuses lourdes. Dans d'autres zones d'Ayacucho, comme à Ocros, des officiers de l'armée de terre ont donné des armes aux paysans pour des opérations ponctuelles. Pour ce qui est des marins, ils disent: "Nous ne leur donnons pas d'armes parce que nous n'avons pas confiance". Pour les opérations offensives, ils partent en groupes de ratissage avec 150 ou 200 paysans. Les fusiliers marins disent que Sendero est très actif dans les hautes terres et que 95% des guérilleros sont des paysans.

Les habitants de Patasucro mènent paître leurs troupeaux sur le Raza-huilca (le pic le plus haut de la région) et ils reviennent vers 5 H de l'après-midi. Le couvre-feu dans le secteur est à 6 H. A partir de ce moment, les sentinelles ont l'ordre d'arrêter, ^{quiconque} même une autorité, et de le tuer s'il résiste ou cherche à s'enfuir. Un marin a reconnu qu'il était facile de se tromper, car les communautés s'accusent réciproquement d'être sendéristes à cause de conflits de terres, des questions de troupeaux, de religion (2) ou par simple vengeance.

Voilà tout ce que nous avons vécu en une seule journée à Ayacucho. Et nous aurions pu en voir davantage. Par suite de multiples obstacles dans les autorisations, nous ne sommes pas allés jusqu'à Pampacancha. Nous avons dû prendre le chemin du retour car la nuit tombait et nous n'avions pas une confiance totale en notre amitié avec les sentinelles.

Quelques réflexions

Devant ce qui se passe à Ayacucho, Lima pratique largement la fuite. Pourquoi la presse, les partis politiques et les institutions démocratiques du pays ne se sont-ils pas prononcés sur les patrouilles paysannes, instaurées rapidement et sous la contrainte depuis janvier dans toute la zone d'Ayacucho, comme élément de la politique du général Adrián Huamán? Les patrouilles, illégales aux yeux de la Constitution, sont pourtant l'élément de base de la contre-insurrection.

(2) Dans les hautes terres, certaines communautés sont protestantes et d'autres catholiques, avec parfois de fortes rivalités entre elles.

Faut-il accepter l'existence des patrouilles? Quelles devraient être leurs fonctions? Doivent-elles être armées par les forces de l'ordre?... A la lumière de ce qui se passe, il me semble que nous pourrions parvenir à un accord national sur deux points:

- Autoriser légalement les patrouilles, constituées de volontaires et non sur la base de la peur ou de la contrainte des forces de l'ordre.
- Les patrouilles doivent avoir un rôle défensif et non d'attaque. En somme, vu l'absence de garanties de la part de l'Etat, les patrouilles ne peuvent être autorisées que pour la défense de la vie, et non pas pour tuer.

Il se trouve aujourd'hui que le pouvoir civil a remis aux militaires la responsabilité de la zone d'Ayacucho sans vraiment sanctionner les violations des lois, des garanties et des droits en vigueur. Les forces de l'ordre, pour leur part, font de même en déléguant une grande partie de la lutte antisubversive aux paysans, maintenant chargés de dénoncer, d'arrêter, de tuer et, surtout, de mourir.

On a ainsi évité davantage de pertes chez les militaires et les policiers. Mais est-ce la population civile qui doit faire le tampon? Est-ce que la vie d'humbles paysans a moins de valeur? Le résultat en est le chaos en rural: les conflits locaux sont à leur apogée, les incidents sont incontrôlables, la mort et la pauvreté déciment la zone sous état d'urgence qui se transforme peu à peu en immense camp de réfugiés.

L'application des militaires, que nous avons pu apprécier à Huanta, de procéder par la force à des transferts massifs de populations indiennes des hautes terres pour mieux les contrôler et y recruter, a été dépeinte comme "expérience" par une source militaire de haut niveau à Lima. D'après cette source, la réinstallation des paysans ne comporte pas plus d'inconvénients, dans ce style de vie, que ceux provoqués par Sendero.

Les communautés, populations désormais errantes, en sont maintenant à se battre entre elles; et plus encore, suite à ces transferts, chaque communauté est divisée à l'intérieur d'elle-même, phénomène très dangereux pour la stabilité future de la région. C'est le cas pour quatre d'entre elles, Puntina, Tukurajasa, Chuclupata et Putza, aujourd'hui en net processus de désintégration.

L'une des réussites les plus vantées de la stratégie antisubversive a été le cas des montoneros concentrés à Acos-Vinchos dont on disait l'enthousiasme exemplaire. Le résultat ne nous semble pas aussi heureux. Dans un rapport adressé en août dernier au commandement politique et militaire, les paysans-indiens des hautes terres rassemblés à Acos-Vinchos se plaignent des conséquences de leur réinstallation: leurs bêtes crèvent, leurs champs sont négligés, ils demandent que la police retourne dans les postes qu'elle a abandonnés et ils veulent rentrer chez eux.

Ce chaos correspond au vide de pouvoir existant à Ayacucho et dans les autres provinces sous état d'urgence. Ce sont maintenant des no man's land - comme l'a dit Manuel d'Ornellas - où il n'y a plus de pouvoir politique puisque le ministre de l'intérieur ne les reconnaît plus sous sa juridiction. Le ministre Pércovich, qui fuit ses responsabilités et n'est plus guère que le porte-parole officiel des différentes forces de police, est parfaitement représentatif d'un gouvernement qui, pour répondre à l'inacceptable agression de Sendero Luminoso, a virtuellement placé trois départements de la République hors la loi et hors la démocratie. Face au terrorisme, le gouvernement a adopté la politique des trois petits singes chinois: ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire.

Pendant ce temps-là, le nombre des morts a augmenté de façon vertigineuse depuis juillet. Officiellement 3.245 personnes (dont 148 policiers ou soldats) ont trouvé la mort dans le conflit entre les forces de l'ordre et Sendero Luminoso depuis 1980. Mais officieusement on estime à plus de 5.000 le nombre des morts, dont 485 pour le seul mois d'août 1984.

De plus, la justice a reçu plus de 1.000 plaintes pour "personnes disparues". Et on sait que ces disparitions ne concernent pas seulement les provinces éloignées.

D'après les déclarations d'un assesseur influent d'un ministre militaire, il s'agit, en imposant le contre-terrorisme, d'obtenir le soutien de la population qui a appuyé Sendero par peur. Pour atténuer l'impact de telles méthodes dans l'opinion publique, on pratique à Lima la "désinformation" en s'efforçant, d'après la même source, "de présenter tout incident violent comme venant de Sendero". Comme Sendero signe rarement ses actions et que le travail des journalistes est rendu difficile, il est le plus souvent impossible de savoir qui tue dans la montagne.

Tout cela a donné naissance à ce que Maria del Pilar Tello a appelé un "pacte d'évasion" auquel on a recours chaque fois que, dans les hautes sphères, on parle de "conspirations internationales" ou de "sendéristes en chemise et cravate". Quand les hommes politiques parlent d'"excès" à propos de véritables assassinats, et quand on rapporte dans la presse des affrontements qui n'ont pas existé (3) tout le monde alors évacue le problème central: quelles sont et quelles devraient être les règles du jeu pour les forces de l'ordre à Ayacucho. La presse n'a pas encore assumé avec détermination son droit et son devoir d'être présente sur les lieux de combats. Il est troublant que le monde journalistique, institutionnalisé dans le Collège des journalistes du Pérou, n'ait organisé ne serait-ce qu'une marche de protestation pour le journaliste Jaime Ayala, disparu dans le plein exercice de ses fonctions professionnelles (4).

A la différence de l'Argentine, qui commence seulement à revivre l'horreur de sept années de dictature et de "sale guerre" avec des exhumations publiques de cadavres, notre pays découvre déjà les cadavres et les fosses clandestines car, malgré tout, nous vivons en régime démocratique avec une presse sans censure officielle et un procureur de la République, comme M. Alvaro Rey de Castro, disposé à mener les enquêtes à leur terme. En dépit des paroles du président Belaúnde, pour qui ce qui s'est en réalité passé à Pucuyacu relève de la "spéculation politique" et pour qui le procureur de la République serait peut-être un "profanateur de cadavres", l'opinion publique sait ce qui se passe. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas... Des tragédies comme celles vécues par des peuples frères, nous ne pourrions les éviter dans notre patrie que si nous ne perdons pas la capacité de nous indigner et de le dire.

(3) Depuis janvier 1984, date de prise de commandement par le général Huamán, le commandement politique et militaire ne publie plus de communiqués réguliers pour informer l'opinion publique sur les lieux et dates des affrontements et sur les pertes conséquentes.

(4) Jaime Ayala, correspondant de La Republica, l'était aussi pour La Crónica... Une autre omission notoire.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441